

Flash Economie

18 février 2020 - 210

Zone euro : les pays peuvent-ils avoir des protections sociales de niveaux différents ?

Les niveaux de générosité des systèmes de protection sociale sont très divers dans les différents pays de la zone euro.

Ceci est-il possible dans une Union Monétaire ?

- Non, si la protection sociale est financée par des impôts qui créent des distorsions (défavorables à l'emploi, à la compétitivité), comme les cotisations sociales des entreprises ;
- oui, si la protection sociale est financée par des impôts qui ne créent pas de distorsions, comme la TVA ou les cotisations sociales des salariés.

Malheureusement, les écarts entre les niveaux de générosité de la protection sociale se retrouvent en écarts entre les poids des cotisations sociales des entreprises, impôt qui génère des distorsions fortes sur l'emploi et la compétitivité, donc les parts de marché.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

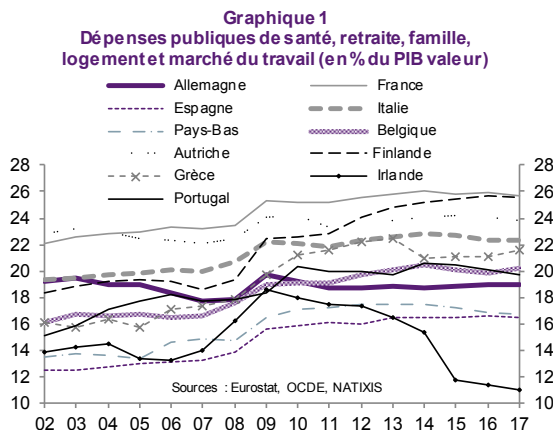
patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

Diversité des niveaux de générosité de la protection sociale dans les pays de la zone euro

Nous regardons les dépenses publiques de santé, retraite, famille, logement et marché du travail. On voit les niveaux très différents de ces dépenses de protection sociale dans les pays de la zone euro (graphique 1).



Les dépenses de protection sociale sont particulièrement élevées en France, en Finlande, en Autriche, en Italie, en Grèce ; particulièrement faibles en Irlande, en Espagne, aux Pays-Bas.

Ces écarts sont-ils acceptables dans une Union Monétaire ?

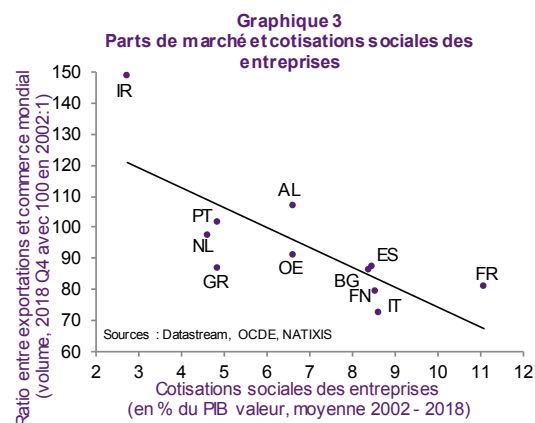
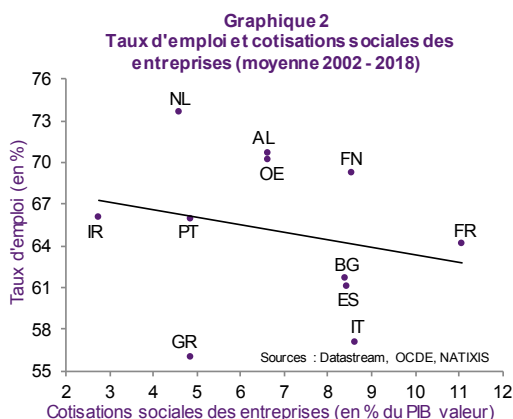
La générosité de la protection sociale peut-elle être très différente entre les pays de la zone euro ?

- 1- Le risque est bien sûr qu'un pays qui a une protection sociale généreuse a une **pression fiscale élevée qui finance cette protection sociale généreuse, ce qui dégrade sa compétitivité-coût**, et est défavorable à l'investissement, à l'emploi.

C'est le cas **si les impôts utilisés pour financer la protection sociale génèrent des distorsions défavorables à l'emploi et à la compétitivité**.

On sait en particulier :

- qu'un poids élevé des cotisations sociales des entreprises est défavorable à l'emploi (graphique 2) ;
- qu'un poids élevé des cotisations sociales des entreprises est associé à des pertes de parts de marché (graphique 3).



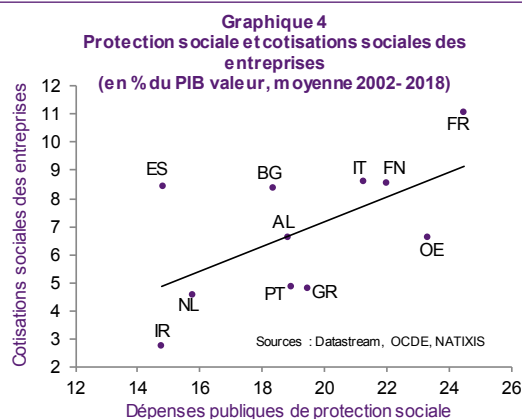
- 2- Mais si la protection sociale généreuse est financée par des impôts qui ne génèrent pas de distorsions d'emploi, de compétitivité (la TVA par exemple), il est tout à fait possible pour un pays de la zone euro de choisir d'avoir une protection sociale plus généreuse que les autres pays.

Synthèse : malheureusement, les écarts entre les niveaux de générosité de la protection sociale conduisent à des écarts parallèles entre les poids des cotisations sociales des entreprises

Les écarts entre les niveaux de générosité des systèmes de protection sociale des pays de la zone euro sont très importants.

Ceci ne serait pas grave si la protection sociale était financée par des impôts qui ne créent pas de distorsions sur l'emploi et la compétitivité.

Malheureusement, le graphique 4 montre que **les écarts entre les niveaux de générosité de la protection sociale conduisent à des écarts similaires entre les poids des cotisations sociales des entreprises.**



Et on a vu **qu'un poids élevé des cotisations sociales des entreprises pénalisait à la fois l'emploi et la compétitivité des entreprises.**